

Initiatives en matière de consultation/engagement/partenariat régulier douane - entreprises

Vous trouverez dans cette partie des études de cas et des exemples concrets qui illustrent comment les procédures et principes ont été mis en œuvre sur le terrain. Elle contient des exemples de meilleures pratiques, d'expériences de coopération et de divers niveaux d'engagements douane-entreprises allant du plus informel au plus institutionnalisé (appels téléphoniques, rencontres à caractère social, réunions périodiques, ateliers, séminaires, conférences ou groupes de travail, groupes consultatifs, comités conjoints et conseil consultatif, etc.)

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Argentine	Programme de responsabilité sociale des entreprises (RSE)	Cette initiative vise à promouvoir l'auto réglementation des entreprises intégrée dans un modèle opérationnel. La politique de RSE fonctionne en tant que mécanisme intégré et auto réglementé dans lequel une entreprise contrôle et garantit sa conformité active à l'esprit de la loi, notamment en matière budgétaire et douanière, et vis-à-vis des normes éthiques et des règles internationales.	Importateurs/exportateurs Pour participer à cette initiative, les entreprises doivent disposer d'un processus par lequel les préoccupations sociales et budgétaires sont intégrées dans leurs procédures opérationnelles ainsi que d'une stratégie fondamentale définie en étroite collaboration avec leurs partenaires	-Réunions	

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Brésil	PROCOMEX	<p>-accélération de la compétitivité du Brésil et de sa participation au commerce international</p> <p>-promouvoir la création d'un système douanier moderne afin d'améliorer l'efficacité de la chaîne logistique des entreprises participant au commerce international</p>	Aujourd'hui, 72 représentants d'entités publiques et privées qui oeuvrent à la modernisation du commerce extérieur brésilien.	<p>-Conception de processus de modélisation, par ex. pour résoudre des problèmes liés à l'exportation ou à l'admission temporaire.</p> <p>-Création de groupes de travail à un niveau local comme le groupe d'examen de la performance douanière (GAP- Aduaneira) afin d'améliorer les processus douaniers.</p>	
Canada	Stakeholder Engagement Programme	<p>-gagner en innovation et rentabilité sans transiger sur la qualité des services.</p> <p>-encourager des discussions approfondies sur la vision de l'Agence en ce qui concerne la facilitation des échanges et du mouvement des voyageurs et identifier des intérêts communs entre les partenaires extérieurs et les responsables de la CBSA.</p>	-De nombreux partenaires sont membres d'associations formelles ; toutefois, plusieurs petites et moyennes entreprises, surtout des importateurs et opérateurs-propriétaires indépendants, n'appartiennent pas à des associations formelles.	<p>-Événements pour les partenaires, tels que des conférences et des ateliers ainsi que d'autres types d'activités de rapprochement (avec la participation des responsables de la CBSA).</p> <p>-des solutions technologiques telles que webinaires, téléconférences et visioconférences sont de plus en plus utilisées.</p>	La CBSA, tant au niveau de son siège que de ses bureaux régionaux, collabore avec des partenaires extérieurs de diverses manières, via différents forums et à divers niveaux de gestion, par ex. le BCCC (Border Commercial Consultative Committee) créé en 2005 afin d'offrir aux responsables de la CBSA et à ses partenaires commerciaux un forum de dialogue sur les opérations frontalières du Canada et sur des projets tels que eManifest, initiative « transformationnelle » dont le but est de moderniser et améliorer les processus commerciaux transfrontaliers.

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Cameroun	Forum Douane Entreprises Comité de facilitation du trafic maritime international (Comité FAL) Guichet unique Comité d'appel	Rendre la douane plus réceptive aux besoins et difficultés des entreprises Créer un climat de confiance avec la douane Identifier les moyens d'optimiser les relations et les procédures douanières Préparer la mise en œuvre du programme d'OEA Renforcer l'état de droit	Représentants des importateurs/exportateurs et de la douane (responsables d'unités opérationnelles).	-Réunions (groupes de travail et sessions plénières) et événements spéciaux (soirée des partenaires) -réunions - réunions et création d'un numéro vert. -Droit de recours contre des décisions de la douane avec renvoi au Comité d'éthique (avant l'engagement d'une procédure de recours judiciaire).	Les résultats de ces réunions font l'objet de : 1) publicité sur le site web 2) indicateurs de suivi, évaluation et supervision intégrés dans les systèmes d'information automatisés de la douane Procédures contradictoires

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Dubai	Ambassadeur client	<ul style="list-style-type: none"> -garder les clients existants et les satisfaire au-delà de leurs attentes -récupération des clients perdus -acquisition de nouveaux clients =>augmentation du volume des affaires 		<ul style="list-style-type: none"> -analyse et suivi des données -propositions de nouvelles offres/services en fonction des exigences et besoins des clients -offre de services sur mesure et personnalisés en fonction des besoins des meilleurs clients -production de rapports mensuels spécifiques MIS -examen des meilleures pratiques en matière de gestion des relations avec les clients. 	<ul style="list-style-type: none"> -Un point de contact unique est consacré à servir les clients en tenant compte de leurs requêtes et exigences et en organisant des visites dans les locaux des clients. -identification proactive des besoins des clients -connaissance des attentes de nos clients et des tendances commerciales -analyse de la concurrence Comportement opérationnel des clients avec DC -identifier de nouveaux clients potentiels et les clients perdus -apprendre à connaître le client -identifier et lancer des services de vente croisée en fonction des besoins des clients.
Hong Kong Chine	<p>Groupe de liaison avec les clients</p> <p>Système de fret routier</p>	<ul style="list-style-type: none"> -améliorer le service rendu au client -stimuler la communication et l'échange d'informations -renforcer la coopération et le partenariat entre la douane de Hong Kong (HKC) et le secteur privé -mettre en place un système harmonieux pour le mouvement et le dédouanement du fret 	<ul style="list-style-type: none"> -intervenants clés et principales associations professionnelles du fret aérien, fret maritime, transport transfrontalier et commerce de marchandises passibles de droits. -Représentants des agents/expéditeurs, associations professionnelles, associations 	<ul style="list-style-type: none"> -réunions, distribution de documents de consultation, questionnaires et lettres. -réunions 	<ul style="list-style-type: none"> -grâce à des réunions régulières, HKC recueillera le point de vue des industries sur les sujets suivants: <ul style="list-style-type: none"> (i) services douaniers existants (par ex. contrôle du fret et des passagers) et mesures douanières (par ex. contrôle des accises) ; (ii) nouvelles initiatives douanières ; et (iii) leurs idées et attentes susceptibles de mener à une amélioration des affaires et à la facilitation des échanges.

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
	<p>(ROCARS) Groupe de liaison des utilisateurs</p> <p>Alliance pour la protection des droits de propriété intellectuelle (IPRPA)</p>	<p>routier avec profilage des risques préalable -faciliter les échanges</p> <p>-offrir une plateforme aux parties issues du secteur des DPI et à la douane de Hong Kong pour renforcer le partenariat stratégique et stimuler l'échange de renseignements.</p>	<p>d'entreprises de logistique et sociétés de services express.</p>	<p>- Séminaires</p> <p>- Réunions</p> <p>- publicité et campagnes d'information et de sensibilisation à la protection des DPI</p>	<p>- Maintenir une liaison étroite et efficace avec les partenaires concernant la conception en cours du système, un forum de consultation, ROCARS.RULG, vise à offrir une plateforme de communication efficace pour les utilisateurs de ROCARS et de la douane aux fins d'échanges de vues et d'amélioration du système. Le membre du RULG est nommé par le Directeur général de la douane et des accises pour un mandat de 2 ans. Une rencontre de consultation semestrielle sera organisée.</p> <p>- L'IPRPA a organisé des réunions annuelles pour rendre compte des activités de la douane en matière de lutte contre la fraude et faire le bilan de ses activités menées au titre de la protection des DPI. Un comité de travail a également été constitué pour traiter des activités en cours de l'IPRPA. Ce comité s'est engagé à maintenir la dynamique des travaux de l'IPRPA et à réfléchir à de nouvelles initiatives visant à garantir une meilleure protection de la propriété intellectuelle à Hong Kong.</p>

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Irlande	Comité consultatif douanier	<p>-offrir un forum à l'administration fiscale et à des organisations représentatives afin de procéder à des échanges de vues sur des questions relatives au traitement douanier des importations et des exportations</p> <p>-examiner les évolutions et propositions propres au domaine douanier, surtout au niveau de l'UE</p> <p>-soutenir la compétitivité de l'Irlande en formulant des conseils sur la conception des régimes douaniers</p>	-Le Comité sera composé de membres de l'administration fiscale qui sont partie prenante aux activités douanières et d'organisations dont les membres ont des contacts directs et réguliers avec la douane.	<p>-l'administration fiscale (division douane) assurera le secrétariat du Comité</p> <p>-réunions (généralement quatre fois par an)</p> <p>-constitution possible de groupes de travail sur des problématiques spécifiques (par ex. questions techniques liées au développement de logiciels).</p>	<p>-méthodes de communication communément utilisées par la douane irlandaise :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Comité consultatif douanier 2) Réunions bilatérales ou sectorielles 3) Programmes de communication sur des projets spécifiques <p>-la participation aux travaux du Comité se fera uniquement à titre représentatif, les membres du Comité jouant le rôle de relais entre l'administration fiscale et les membres de leurs organisations représentatives concernées par l'importation et l'exportation.</p>

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Israël	Processus de consultation via la mise en œuvre du programme d'OEA	-resserrer les liens entre la douane israélienne et le secteur privé afin de remplir les objectifs du programme d'OEA	-le projet pilote a impliqué 8 des principales sociétés israéliennes. Jusqu'à présent, 10 autres sociétés ont obtenus le certificat d'OEA et 40 demandes supplémentaires sont en cours d'approbation.	-Séminaire OEA professionnel une fois par an (conférences par des experts sur des sujets liés aux OEA)	<p>-la société candidate au statut d'OEA maintient une relation étroite avec les représentants de la douane chargés des demandes via des réunions de travail, des entretiens téléphoniques et l'envoi de courriels. L'objectif est d'améliorer les processus requis dans l'entreprise afin que cette dernière satisfasse aux critères d'octroi du statut d'OEA. Il est arrivé qu'une entreprise soit invitée à apporter une amélioration à un aspect de ses procédures avant de pouvoir être certifiée. Après un certain laps de temps, cet élément a été réexaminé et l'entreprise a été certifiée => amélioration des procédures de l'entreprise + renforcement de la chaîne logistique de l'entreprise</p> <p>-des visites professionnelles de diverses unités de la douane (non-OEA) sont organisées dans les locaux de la société certifiée OEA pour que ces unités puissent se familiariser avec les procédures et le modus operandi des entreprises et prendre connaissance de problématiques spécifiquement liées à la douane.</p>

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Japon	Processus de consultation	Renforcer le partenariat entre la douane et les entreprises	<ul style="list-style-type: none"> - Sociétés à vocation exportatrice, notamment des PME - OEA et autres entreprises privées - Autres services gouvernementaux pertinents - Milieux universitaires 	Séminaires, ateliers, groupes d'étude, etc.	<p>Exemples:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Séminaire destiné à promouvoir les APE, avec la participation de sociétés à vocation exportatrice, notamment, mais pas exclusivement, des PME, afin de fournir des informations sur les procédures douanières relatives aux APE - Séminaire destiné à promouvoir une meilleure connaissance des programmes d'OEA et à échanger les expériences et les avantages liés à l'obtention d'une certification OEA, avec la participation des OEA et autres entreprises privées concernées - Consultation destinée à promouvoir le Guichet unique et à faciliter le traitement électronique des procédures commerciales, avec la participation d'autres services gouvernementaux pertinents, d'entreprises privées et de représentants des milieux universitaires

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Jordanie	<p>Conseil de partenariat douanier</p> <p>Programme « Golden list »</p> <p>Droits de propriété intellectuelle</p> <p>Connectivité électronique avec les secteurs public et privé</p>	<p>-renforcer la relation douane-entreprises</p> <p>-faciliter et sécuriser le commerce international</p> <p>-stimuler la croissance économique nationale</p> <p>-créer un environnement attirant pour les investisseurs</p> <p>-partenariat conjoint douane-entreprises</p> <p>-sécurité de la chaîne logistique</p> <p>-lutter contre la contrefaçon et le piratage afin de protéger l'économie et la société</p> <p>-augmenter la connectivité électronique avec diverses institutions, faciliter l'échange de données et le traitement des transactions connectées avec plusieurs entités</p>	<p>-45 sociétés sont déjà inscrites à ce programme</p> <p>-participation d'instances régionales et internationales.</p> <p>-plusieurs protocoles d'accord ont été signés, par ex. avec la Fédération arabe, Beiersdorf AG.</p>	<p>-Réunions régulières du conseil avec le secteur privé afin de permettre au secteur privé de participer au processus de prise de décision</p> <p>-réunions tenues périodiquement par la douane jordanienne avec des représentants du secteur privé</p> <p>- formations et ateliers pour les agents des douanes et les représentants du secteur privé</p> <p>-élaboration des politiques et des mécanismes de mise en œuvre</p>	<p>-toutes les entreprises de la chaîne logistique sont encouragées à mettre en œuvre sur une base volontaire l'état de l'art en matière de procédures douanières et de normes liées à la chaîne logistique. Ce faisant, les entreprises peuvent prétendre au statut octroyé par le programme « Golden list » et bénéficier des facilités offertes par la douane jordanienne.</p>

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Malawi	Forum national douane-entreprises (NCBF)	<p>-garantir un partenariat et un cadre d'échange entre les principaux acteurs de la chaîne commerciale pouvant contribuer à la facilitation des échanges</p> <p>-amélioration des opérations douanières</p> <p>-plus grande conformité avec le commerce international</p>		<p>-réunion préliminaire avec des responsables de plusieurs unités (tarifs, origine, etc.) de la douane et, s'agissant du secteur privé, de représentants de diverses associations et principaux importateurs, de l'industrie et du commerce ainsi que des représentants de la Banque de réserve du Malawi et du ministère des Finances</p> <p>-constitution d'une équipe chargée de mettre en place le NCBF</p> <p>-un projet de plan d'action sera rédigé qui indiquera clairement la mise en œuvre de domaines prioritaires approuvés, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> •Elaboration d'un mandat et/ou protocole d'accord. Un mandat qui définit clairement les attentes de la douane, les domaines d'intervention d'autres ministères, devant qui les participants sont responsables et comment est garantie la chaîne des responsabilités sera bénéfique à toutes les parties prenantes. Cette transparence permettra de connaître les attentes de la douane et du secteur privé et aidera les éventuels participants du secteur privé à décider s'il est ou non dans leur intérêt de participer. •Elaboration d'un cadre stratégique comprenant une vision, une mission, des buts et des objectifs. 	

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Moldavie	Conseil consultatif douanier	<p>-améliorer la transparence des processus de prise de décisions des services douaniers</p> <p>-encourager une meilleure communication entre les services douaniers et le secteur privé (simplification des procédures de dédouanement, facilitation des échanges et développement de solutions TI)</p>	<p>-associations professionnelles (chambres de commerce, opérateurs de transport, courtiers en douane, importateurs et exportateurs)</p> <p>-représentants de programmes d'assistance technique dans les domaines du commerce extérieur et des services douaniers</p>	<p>-réunions organisées au moins une fois par trimestre</p> <p>-groupes de travail ou réunions consacrées à un sujet spécifique (entre les réunions du Conseil)</p>	<p>-cette initiative permet aux membres du secteur privé de s'approprier le processus et d'évoquer des questions qui les préoccupent au premier chef et qui ont d'importantes répercussions sur la communauté des opérateurs</p> <p>-le secrétariat aide les représentants du Conseil à formuler des propositions spécifiques et visant à obtenir un résultat, assiste les services douaniers et les membres du Conseil représentant le secteur privé dans la préparation de l'ordre du jour, l'élaboration des notes d'information et la rédaction et la diffusion des procès-verbaux des réunions et il contribue à assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions</p>
Pérou	Conseil des superviseurs du secteur privé et du gouvernement	-définir des directives en matière d'enregistrement et de participation de prestataires du secteur privé et de représentants du gouvernement lors de l'inspection matérielle de marchandises pour le régime d'importation aux fins de mise à la consommation	<p>-s'applique à:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'Administration chargée des inspections et de la gestion des recettes douanières (IFGRA), • les municipalités de la république de la douane, • les entrepôts sous douane, • les prestataires du secteur privé, • les agences gouvernementales enregistrées auprès de la douane nationale, • l'Administration fiscale (SUNAT) 		<p>-le fournisseur peut, à sa demande, être enregistré en tant qu'observateur à la SUNAT</p> <p>-conditions à remplir: Connaissance et expérience du commerce et de la production, pas de casier judiciaire</p> <p>-les observations transmises par le fournisseur sont prises en considération lors des contrôles douaniers mais ne sont pas opposables aux évaluations menées par les responsables de la SUNAT</p>

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Pologne	Conseil consultatif de la douane polonaise	-Facilitation des activités commerciales légitimes -élimination des barrières bureaucratiques et -amélioration de la coopération avec les opérateurs économiques	- Ministère des Finances, Administration douanière polonaise - Conseil consultatif de l'Administration douanière polonaise	- conférences	-les membres du Conseil consultatif sont proposés par les chambres de commerce et la communauté des entreprises, des instituts d'enseignement et des experts en matière douanière -les missions du Conseil comprennent notamment l'analyse de la législation douanière, la préparation d'avis et de propositions de solutions
Portugal	Consultation périodique avec le secteur privé Protocoles avec des opérateurs spécifiques			-Les consultations sont menées sur la base de besoins spécifiques, par ex. les protocoles conclus en 2009 entre la douane portugaise et les sociétés de courrier express qui décrivent les procédures de dédouanement utilisées par ces types d'opérateurs économiques étant donné la spécificité de leurs activités	

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Sri Lanka	Processus de consultation via le CTFP (Compliant Traders Facilitation Programme)	<ul style="list-style-type: none"> -veiller à l'application du volet renforcement des capacités -créer des programmes de formation pour les courtiers en douane agissant en tant que déclarants afin de leur dispenser des connaissances en matière de classements du SH, règles de la valeur, règles de l'origine, etc. aux fins de préparation des déclarations de marchandises 	-les 100 premiers importateurs du Sri Lanka ont été sélectionnés après un audit mené par la Chambre nationale de commerce	-réunions et séminaires réguliers	-les réunions et séminaires ont été utiles pour la mise en œuvre de ce programme grâce au retour d'informations des partenaires du secteur privé et ont permis une révision et des ajustements du CTFP en fonction des besoins

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Thaïlande	<p>Processus de consultation via la mise en œuvre d'un programme d'OEA</p> <p>Comité conjoint douane – secteur privé</p>	<p>-renforcer la capacité commerciale internationale</p> <p>-faciliter le processus de dédouanement pour le secteur privé en appliquant la norme d'Opérateur économique agréé (OEA)</p> <p>-Eviter les conflits entre la douane thaïlandaise et le secteur privé, la douane thaïlandaise entretient un mécanisme formel de consultation avec les partenaires</p>	<p>-74 entrepreneurs (importateurs, exportateurs et courtiers en douane) sont en conformité avec la norme d'OEA en Thaïlande</p>		<p>-discussion et approbation des changements prévus au sein de l'administration douanière, suivi et évaluation de la performance au sein de l'administration douanière et formulation de conseils sur la rationalisation des services douaniers</p>

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Turquie	Processus de consultation avant et pendant la mise en œuvre du programme d'OEA	-activités commerciales plus faciles et plus sûres		<p>-après le lancement du concept d'OEA, de l'Expéditeur agréé et des Procédures de dédouanement aux fins d'exportation, l'Administration des douanes turque a publié : une brochure reprenant 111 questions et réponses, une brochure sur la procédure de candidature à la certification OEA, une brochure sur l'étape de pré-évaluation par les Directions régionales concernant le concept d' « Opérateurs économiques agréés ». Ces brochures sont également disponibles sur le site web du ministère de la Douane et du Commerce (site mis à jour régulièrement).</p> <p>-un programme de formation pour l'ensemble du pays et déjà organisé par le passé devrait être proposé par le ministère turc de la Douane et du Commerce</p>	-le personnel du département chargé de la facilitation des échanges est toujours prêt à répondre à toute question concernant la facilitation des échanges/sécurité de la chaîne logistique par téléphone, courriel ou rendez-vous

Pays	Nom de l'initiative	Objectifs de l'initiative	Participants (Entités publiques, associations professionnelles et/ou secteurs de l'industrie impliqués)	Format de la consultation /coopération, par ex. événements conjoints (Séminaires Ateliers), réunions régulières, documents de consultation formels (sur les réglementations douanières), autres (lettres, questionnaires sur des projets spécifiques)	Brève description du processus de coopération/consultation
Uruguay	Processus de consultation avant et pendant la mise en œuvre du programme d'OEA	-processus de modernisation -accroît le niveau d'éthique	-Protocoles signés (9): <ul style="list-style-type: none"> • l'Association des courtiers en douane d'Uruguay (ADAU), • l'Association des agents de fret (AUDACA), • l'Association uruguayenne des entreprises de services express (AUDESE), • la Chambre uruguayenne de logistique (CALOG), • la Chambre des transports terrestres automobiles internationaux d'Uruguay (CATIDU), • la Chambre des zones de libre-échange d'Uruguay (CZFU), • l'Union des exportateurs, le Centre de navigation (CENNAVE) • la Chambre de commerce 		- Une fois signés, les protocoles se traduisent par la constitution d'une Commission conjointe constituée de deux représentants de l'Administration douanière, toujours les mêmes, et de deux représentants de l'association concernée. Un plan d'action de six mois ou un an, selon le cas, est élaboré et des réunions sont programmées afin d'assurer le suivi et d'échanger des avis sur la manière dont le processus de mise en œuvre progresse. Chaque plan d'action prévoit des engagements à court, moyen et long terme. - A la fin de 2012, les résultats de chaque protocole feront l'objet d'une évaluation. -L'Administration des douanes prépare également une nouvelle enquête destinée à mesurer l'effet de cette politique ainsi que les répercussions d'autres politiques qu'elle a menées jusqu'à présent.